



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

## **HISSENE HABRE SOUS MANDAT DE DEPOT : UN MESSAGE D'ESPOIR POUR LES VICTIMES**

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** se réjouit de la décision du Procureur général de mettre sous mandat de dépôt l'ex-Président Hissène Habré accusé pour acte de barbarie, de torture et de crimes contre l'humanité par la Justice belge qui avait lancé un mandat d'arrêt international depuis le 19 septembre dernier.

La Justice sénégalaise qui avait raté le rendez-vous de Mars 2002 en se déclarant incompétente vient de franchir une étape importante avec l'arrestation Hissène Habré placé sous mandat de dépôt et détenu au pavillon spécial de l'Hôpital Aristide Le Dantec compte tenu de son rang d'ancien Chef d'Etat. 2005 doit être l'année où le Sénégal doit se rattraper pour éviter une catastrophe diplomatique en procédant à l'extradition d'Hissène Habré.

La détention de Hissène Habré est une décision courageuse et forte, car pour la première fois, un ancien Chef d'Etat africain est placé sous mandat de dépôt par une justice africaine dans le cadre de la mise en œuvre de la loi belge sur la compétence universelle. Cet acte est message d'espoir envoyé aux milliers de victimes du règne de terreur de Hissène Habré. C'est également la récompense de la détermination des organisations de la société civile africaine qui se sont mobilisées depuis des années pour l'éradication de l'impunité sur le continent.

La **RADDHO** estime qu'une étape très importante de la lutte pour l'extradition de Hissène Habré vient d'être franchie avec la mise en branle de la procédure de la loi sénégalaise sur l'extradition.

La mobilisation doit continuer pour que les partis politiques, les organisations démocratiques et tous les leaders d'opinion en Afrique s'engagent de façon résolue afin que l'extradition de Hissène Habré soit une réalité. Il y va de la crédibilité du Sénégal et de l'Afrique sur la volonté réelle du continent à éradiquer l'impunité.

Il faut qu'un sérieux avertissement soit envoyé aux dictateurs et autres oppresseurs africains pour dire clairement stop à l'impunité.

**Fait à Ouagadougou, le 16 Novembre 2005  
Le Secrétariat Général**